

## **Comité: Développement durable**

### **Problématique: Metropolis ou la ville de demain, urbanisation, vers le déclin ou la durabilité ?**

#### **Pays: Venezuela**

Honorables Présidents, Chers Délégués,

Le monde connaît depuis le milieu du XXe siècle une très forte accélération de l'urbanisation, qui se traduit par l'accroissement de la population, de la taille et des activités des villes. Cette urbanisation s'accompagne également d'un exode rural, qui a pour conséquence la migration des habitants des zones rurales, en zones urbaines. Depuis leur création, les villes sont le lieu d'échanges intenses, elles concentrent tous les services, presque toutes les industries, et les comportements démographiques y diffèrent beaucoup de ceux des campagnes. La proportion de la population qui vit en ville est donc une donnée importante pour comprendre les conditions de développement d'un pays. Cette croissance urbaine comporte des avantages mais pose également de nombreux problèmes, surtout dans les pays du tiers monde. C'est alors que l'on se demande si cette urbanisation est un atout ou alors un problème pour le Venezuela.

L'urbanisation touche les pays du monde entier et bien évidemment le Venezuela dont plus de 90% de la population est considérée comme urbaine. Au contraire de la plupart des autres pays, le Venezuela a connu une urbanisation très rapide et inattendue, ce qui a fortement touché et changé le pays dans les domaines de l'économie, de l'environnement, ainsi que dans celui de la vie des habitants. Aujourd'hui le Venezuela est un des pays les plus urbanisés de toute l'Amérique latine, avec un fort taux d'urbains et de citadins. L'urbanisation qui touche le Venezuela s'est majoritairement manifesté par la métropolisation et le gonflement des villes moyennes telles que Caracas. Caracas qui ne rassemblait que 3,72 % de la population vénézuélienne en 1920, dépasse les 250 000 habitants en 1936 mais son économie bascule: les exportations agricoles chutent (96% du total en 1920, 11% en 1936) au profit du pétrole (98% des exportations en 1940), accompagné par un exode rural (plus de la moitié de la population est citadine en 1950). Alors que le pays devient le second exportateur mondial de pétrole, la croissance de la capitale connaît une accélération brutale, atteignant des taux records dans les années 1940 et 1950. Outre son accroissement naturel, elle subit tout de même les conséquences d'un exode rural rapide (la crise de 1929 fait chuter le cours des matières premières agricoles, l'industrialisation et la construction liées aux retombées pétrolières appellent de la main d'œuvre), plus tôt marqué à Caracas que dans les autres villes du pays, et d'une immigration étrangère, d'abord européenne jusque dans les années 1960, puis latino-américaine. Il est donc vrai que l'urbanisation a causé des problèmes majeurs au Venezuela, tels que celui est des inégalités entre les différentes villes et les divers groupes sociaux. En effet, la plupart des diagnostics qui ont été réalisés au Venezuela, nous permettent de dire qu'il y a un véritable problème en ce qui concerne les fortes inégalités régionales aussi bien que nationales. Les succès quantitatifs atteints dans les différents secteurs de la production, notamment grâce à l'urbanisation, n'ont pas corrigé les profonds déséquilibres sociaux et régionaux existants entre la distribution de la production, de la richesse etc.. et sont même responsables de leur augmentation. Prenons l'exemple de

Caracas, la capitale du Venezuela. Les résidents les plus riches et les entreprises sont situées dans la vallée du Venezuela. Mais si on regarde vers les collines, nous pouvons voir leurs flancs bordés de bidonvilles, connus sous le nom de Barrios. Au cours des 50 dernières années, la population de Caracas a quadruplé, alimentée par le développement pétrolier du Venezuela. Mais on estime que 50% des habitants vivent encore dans les quartiers pauvres.. Ces zones sont également confrontées à de graves problèmes de sécurité, avec la guerre des gangs, le trafic de drogue, les vols et autres crimes de violence politique. La violence urbaine fait également partie des enjeux majeurs du Venezuela. Les tensions du quotidien des citoyens, accentuées depuis 1989, ont fait de la violence urbaine l'une des données essentielles de la vie des habitants. Violence et sentiment d'insécurité s'accompagnent de formes de repli marquées des populations au sein de l'espace urbain. Dans les Barrios, nous observons un repli des quartier sur eux mêmes, notamment en raison de l'insécurité, des difficultés de l'accès et coût des transports et de la croissance des emplois informels à domicile. Dans les quartiers résidentiels aisés de l'est, on assiste depuis peu à la multiplication des formes de sécurisation de l'habitat. On trouve aussi des lotissements privés, plus anciens, sécurisés dès leur construction. Dans la périphérie sud-orientale de l'agglomération se développent des quartiers privés pour classes moyennes supérieures et élites économiques, aérés, disposant de services collectifs de haut standing, d'infrastructures sportives, comme il s'en construit aussi dans d'autres grandes capitales latino-américaines. Nous pouvons donc dire que l'urbanisation pose aussi un problème de pauvreté des habitants en raison de la distribution déséquilibrée de la production. Une étude universitaire avance que la pauvreté au Venezuela touche désormais près de la moitié des foyers. Elle révèle que 48,4 % des foyers vénézuéliens seraient en situation de pauvreté, soit 3,5 millions de foyers. La moitié des 3,5 millions de foyers vivrait même dans un état de pauvreté extrême, seuil atteint lorsqu'un foyer n'a accès ni à l'électricité ni aux transports et que ses revenus sont trop faibles pour permettre à chacun de ses membres de se nourrir à raison de 2 200 calories par jour. En outre, les chercheurs soulignent que 33 % des familles vivant sous le seuil de pauvreté sont de "nouveaux pauvres".

Cependant, en dépit des quelques désavantages posés par l'urbanisation au Venezuela, nous voyons que cela a également permis au pays de se développer dans certains domaines. En effet, nous constatons que ce phénomène lui a permis de réduire le taux de pauvreté absolue qui restait fort durant les années précédentes. Même si cette amélioration de la vie des habitants a été temporaire et de courte durée, le seuil de pauvreté a considérablement chuté entre les années 2003 et 2012. Elle est donc passée de 62,1% à 25,4% en près de 10 ans avant d'augmenter rapidement une nouvelle fois. En ce qui concerne l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles, le Venezuela mène de nouvelles politiques de développement durable. Le Venezuela est au niveau mondial un des plus grands producteurs de pétrole. Bien que nous émettons seulement 0,48% des gaz à effet de serre dans le monde, nous voulons aussi contribuer à la réduction de ces gaz. C'est pourquoi nous sommes en train de construire un certain nombre d'usines de canne à sucre, où nous produirons de l'éthanol qui peut être utilisé comme un additif pour l'essence. Nous voulons aussi éliminer progressivement l'essence au plomb. Nous voulons également contribuer au reboisement de grandes parties de terres déboisées. Les arbres peuvent capturer le CO<sub>2</sub> ; les forêts peuvent être utilisées comme des « bassins » à CO<sub>2</sub>. Toutes les nouvelles forêts que nous voulons faire pousser doivent devenir des forêts de production.

Cela signifie que nous voulons faire pousser des plants de cacao et de café sous les arbres, avec l'aide d'engrais biologiques. De plus, la présidence de la République a signé les principaux traités et conventions internationales sur la protection de l'environnement et a intégré une grande partie des engagements souscrits dans la législation nationale. Des amendements à la constitution ont été introduits et une série de lois visant la protection de l'environnement a été promulguée. Pour lutter contre tous les problèmes apportés par l'urbanisation et l'exode rural, nous menons de nombreuses politiques à différentes échelles. Au niveau local, nous favorisons la naissance de nouveaux modes de gestion ou les municipalités ont une légitimité accrue en raison de leur travail en concertation avec des associations d'habitants. Nous favorisons également une décentralisation en faveur des pouvoirs locaux qui seraient susceptibles de permettre un développement social. Ce développement social est aussi assuré par l'apparition de nouveaux acteurs sociaux tels que les associations des habitants. Au niveau international, le programme des Nations Unies pour l'environnement, pour le développement et l'ONU en collaboration avec des associations sous-régionales telles que Calga, Merco ou Ciudades tentent de trouver des solutions adéquates à la gestion urbaine en multipliant des réunions, des conférences pour le développement et pour lutter contre la pauvreté. Par ailleurs cette lutte s'inscrit dans la lignée des Objectifs du Millénaire pour le Développement lancée par l'ONU en 2000. Les avancées majeures de la politique de développement durable ont été obtenues dans le domaine du développement humain aussi, où des résultats spectaculaires ont été constatés tels que:

- L'indice de Développement Humain est passé de 0,78 à 0,82 et l'indicateur Gini d'inégalité des revenus a baissé, de 0,49 à 0,394.
- L'espérance de vie à la naissance est passée de 72,16 ans à 74,3 ans.
- Le taux de mortalité infantile est passé de 21,36% à 13,95%.
- La taille des enfants de 7 ans a augmenté de 1,8 cm.

Nous constatons donc que le pays a entrepris, d'une façon sérieuse, le parcours d'un développement durable, non pas pour expérimenter un prototype original de transition, mais pour réaliser un progrès rapide de la qualité de la vie de la population.

Le Venezuela souhaite à l'avenir:

- Réduire la pollution dans les métropoles liée au coût dérisoire de l'essence
- Limiter la « malbouffe » et ses conséquences sur l'obésité
- Réaliser un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds publics afin de maintenir une économie stable et dynamique
- Créer un nouveau concept de planification qui serait susceptible de réorganiser la production des différents secteurs, dans le but d'offrir une meilleure qualité de vie aux Vénézuéliens et réduire au maximum les inégalités sociales et régionales existantes.

